

*Au siège du parti UPRONA "Ku Mugumya"***Le Comité Central de l'UPRONA étudie le fonctionnement du Parti et évalue le volet extérieur du processus de paix**

Ce 31 Juillet 1999, le Comité Central de l'UPRONA s'est réuni au siège du parti "Ku Mugumya".

A l'ordre du jour de cette session étaient inscrits notamment des questions relatives au fonctionnement du Parti et l'évaluation du processus de paix, volet extérieur. Sur cette dernière question, après délibération, le Comité Central a fait les constats et les recommandations ci-après :

1. Depuis le lancement des négociations d'Arusha, l'UPRONA n'a cessé de participer activement, en prenant des positions, en avançant des propositions constructives réalistes, désintéressées et toujours conformes aux intérêts essentiels de la nation. Malgré cela ou peut-être en raison de cela, l'UPRONA s'est constamment heurté à l'hostilité conjuguée de la médiation et de nombreuses parties spécialement celles qui sont dirigées de l'extérieur, toutes tendances confondues (actuellement baptisées G7 et G8).

Les justes positions de l'UPRONA sur les questions en discussion à Arusha, ses propositions sur l'organisation des travaux et la méthodologie ont, invariablement, été taxées de manoeuvres pour bloquer les négociations.

Suspicion, intimidation, diabolisation, calomnie, tel est le traitement enduré par la délégation du Parti de la part d'une coalition anti-UPRONA fort zélée à Arusha.

Pour assurer le succès aux négociations de paix, le respect mutuel s'impose entre les Parties d'une part, entre chaque Partie et la facilitation d'autre part. En ce qui le concerne, le Parti UPRONA continuera d'oeuvrer pour la paix. Mais il n'acceptera pas d'être l'éternel bouc-émissaire et ne bradera jamais les intérêts vitaux de notre pays.

2. Une année après le début des

négociations et l'engagement solennel des bandes armées à arrêter les tueries, le Comité Central constate la persistance et l'extension des violences contre des innocents.

Nous demandons, à la région, au Gouvernement Tanzanien et à la Facilitation d'arrêter ce sacrifice écoeurant de notre peuple. Les moyens pour réussir existent si la volonté ne manque pas :

1. La médiation doit inviter formellement toutes les Parties, en particulier le F.N.L. et le CNDD-FDD qui se livrent au chantage du sang sous prétexte qu'ils sont interdits à Arusha. Il faut les priver de ce prétexte au lieu d'accuser injustement le Gouvernement de n'avoir pas fait la paix à l'intérieur des factions armées qu'il ne contrôle pas.

2. Si ces bandes refusent l'invitation et continuent les violences, la région doit les isoler comme elle l'a promis lors du dernier sommet d'Arusha.

A cet égard, les moyens de pression à la disposition de la Facilitation sont infinis :

(1) interdire les entraînements militaires et les activités politiques à l'intérieur et autour des camps des réfugiés installés en Tanzanie ;

(2) déplacer ces camps devenus repaires de tueurs à l'intérieur du territoire tanzanien comme requis par les Conventions internationales ;

(3) les priver de leurs bases arrières en Tanzanie, d'où ils partent pour semer la mort et où ils rentrent tranquillement après les forfaits ;

(4) les priver de ravitaillement et les désarmer ;

(5) contraindre les groupes armés à renoncer à la violence et prendre part aux négociations.

3. Le Comité Central de l'UPRONA dénonce encore une fois le sabotage du processus de paix par des manoeuvres de tribalisa-

tion à travers la constitution de blocs ethnistes à Moshi et à Arusha. Comment peut-on redresser la nation et réconcilier les Burundi tout en les enfonçant dans des ghettos ethnistes. Le mal burundais, c'est la logique de la confrontation et de la division ethniste. Il n'est donc pas possible de guérir le mal par le même mal. Si les négociations ne conduisent pas à un projet de rassemblement, la paix ne sera pas au rendez-vous.

4. Le Comité Central dénonce la tentation omniprésente lors de la dernière session de bâcler la négociation sur les questions essentielles au profit de spéculations sur les postes et la gestion de la Transition. L'UPRONA refusera cette fuite en avant. Nous appelons l'attention de la médiation sur cette dérive. Nous invitons la classe politique à garder la dignité pour donner la priorité aux attentes des populations à savoir bâtir un projet de paix qui puisse mettre en échec l'idéologie du génocide et de l'exclusion, la dictature, l'injustice et la misère. Cela seul compte, en priorité, pour la population. S'il y a un accord profond sur un tel projet d'avenir, l'identité de ceux qui vont l'exécuter, génération après génération, devient un faux problème. Le principe seul compte : qu'ils soient des hommes de qualité, des hommes d'honneur, des hommes capables, des patriotes.

5. Le Comité Central constate que les effets conjugués des violences, de l'embargo et du gel de la coopération enfoncent les populations burundaises dans le dénuement. Nulle part la misère n'a alimenté la recherche de la paix, au contraire.

Bloquer le redressement économique de tout un pays parce que sa classe politique tarde à conclure un accord est une politique inadéquate qui pénalise des innocents, impuisants de surcroît. L'UPRONA demande instamment à la Com-

munauté Internationale de servir la paix en mettant fin à cette politique.

6. Le Comité Central interpelle le Gouvernement, les opérateurs économiques et les agents de l'Administration concernés pour gérer la pénurie en toute équité et en toute transparence. Le temps des conseils et des vœux est dépassé. Le Gouvernement doit frapper de façon exemplaire les spéculateurs, privés ou agents de l'Etat, quels que soient leur rang ou leur force. L'autorité de l'Etat doit se manifester et protéger les consommateurs fragiles. Ce sera une contribution au processus de paix.

7. Le Comité Central de l'UPRONA invite les Partis et associations politiques, les organisations de la société civile et chaque citoyen à ne pas foncer dans les pièges de l'ennemi : la haine, la calomnie, le mensonge et la rumeur qui intoxiquent la société, la division, les ambitions malades et la violence.

Certains acteurs politiques, mus par la haine et l'ambition, n'hésitent plus à calomnier l'autorité suprême, à insulter l'armée, à dévoyer la jeunesse, bref une entreprise de démolition et de déstabilisation de la société.

Certains acteurs politiques, aveuglés par l'ambition, vont jusqu'à pactiser avec l'étranger pour applaudir l'humiliation du Représentant de l'Etat burundais, en terre étrangère comme ce fut le cas ce 17 juillet 1999 à Arusha. L'on ne peut troquer l'honneur de la Nation contre quelques faveurs !

Il faut renouer avec le sens de la Patrie.

Le Comité Central invite instamment la classe politique à scruter notre passé. Chaque fois que la classe politique s'est divisée, sous la manipulation de l'étranger, "revêtu de l'habit de l'ami inconditionnel" la Patrie a failli sombrer. Il faut tirer les leçons de l'Histoire.